



Salaires, postes, conditions de travail, réformes :

Éducation en danger

Grève unitaire le 1^{er} février

Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée, nos organisations syndicales FSU, FNEC FP - FO, SNALC, Sgen-CFDT, CGT Éduc'Action, SUD Éducation appellent à la grève et à manifester le 1^{er} février 2024.

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation.

Au lieu de poursuivre la dynamique à peine enclenchée avec les mesures mises en œuvre en 2023, le ministère refuse désormais de discuter de nouvelles mesures générales pourtant nécessaires et envisage même une nouvelle transformation des carrières marquée par un poids croissant des hiérarchies.

De plus, de nombreux signes confirment l'échec du Pacte. Les personnels ont bien compris qu'il ne s'agissait pas d'une revalorisation. Par ailleurs, le ministère s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui permettraient de sortir les AESH et les AED de la précarité.

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture.

Enfin, le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignant·es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs, elle engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves.

La dégradation des conditions de travail et la perte du sens du métier doivent être pris au sérieux. La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes, etc. : tout cela contribue à dégrader encore davantage les conditions de travail.

C'est pourquoi nos organisations revendiquent :

- De véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation,
- L'abandon du Pacte,
- L'abandon des suppressions de postes pour permettre notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements,

- Un plan pluriannuel de recrutements dans l'ensemble des équipes pluriprofessionnelles,
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins.
- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.
- L'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'École inclusive (statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AED, mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à l'Éducation nationale de mettre la main sur les notifications MDPH) et l'ouverture de discussions avec les organisations syndicales sur la base des revendications des personnels.
- Le retrait de la réforme de l'enseignement professionnel pour engager de véritables concertations au sein du ministère de l'Éducation nationale sur la base d'un diagnostic rigoureux à partager sur l'état de l'enseignement professionnel tant pour les élèves que pour les conditions de travail des personnels avant toute réforme.

Plus globalement, les mesures "Choc des savoirs" annoncées par l'ex-ministre Attal dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique.

La justification, par la ministre Oudéa-Castera, du choix du collège Stanislas comme étant une simple « école de quartier » n'est pas audible. Ce n'est pas la proximité géographique qui est recherché par son choix, mais bien l'entre-soi des classes sociales favorisées. Ce funeste séparatisme scolaire a été soutenu par J-M Blanquer et Emmanuel Macron, qui ont fait de larges cadeaux à l'enseignement privé.

Nous demandons le remplacement de l'actuelle ministre de l'EN, qui a perdu tout crédit pour remplir ses missions, par une ou un ministre de plein exercice à l'éducation nationale.

Nos organisations rappellent la force du projet scolaire de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire : accueillir partout tous et toutes les élèves ensemble et sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux.ses pour chacun.e d'entre elles et eux.

Pour toutes ces raisons, les organisations FSU, FNEC FP - FO, SNALC, Sgen-CFDT, CGT Éduc'action et Sud Éducation appellent à une journée de grève et de manifestation le 1er février dans l'éducation.

Elles appellent les personnels à s'organiser pour préparer cette journée (AG, Réunions d'établissement, RIS, Heure d'info syndicale).

APPEL à la GRÈVE et à la MANIFESTATION

DÉPARTEMENTALE à Nîmes

DÉPART à 10h30 de la Maison Carrée